

D 984 NICARAGUA: OBSERVATEURS NÉERLANDAIS
AUX ÉLECTIONS

En dehors du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), cinq des six partis inscrits ont participé aux élections du 4 novembre 1984 (cf. DIAL D 967). Le Parti libéral indépendant, qui s'était retiré de la compétition l'avant-veille, a quand même bénéficié des votes car les bulletins avaient déjà été envoyés dans les bureaux de vote. Quant à la Coordination démocratique, elle avait finalement résolu de ne pas participer. La participation des votants a été de 74,41%. Pour la présidence de la République, le FSLN a obtenu 66,97% des votes; le Parti conservateur démocrate (PCD), 14%; le Parti libéral indépendant (PLI), 9,6%; le Parti populaire social-chrétien (PPSC), 5,56%; le Parti communiste du Nicaragua (PC de N), 1,45%; le Parti socialiste nicaraguayen (PSN), 1,31%; et le Mouvement d'action populaire marxiste-léniniste (MAP-ML), 1%. A l'Assemblée nationale constituante les sièges se répartissent à raison de 61 pour le FSLN, 14 pour le PCD, 9 pour le PLI, 6 pour le PPSC, 2 pour le PC de N, 2 pour le PSN et 2 pour le MAP-ML. Ce qui représente, sur les 96 sièges de l'Assemblée nationale, 35 pour l'opposition.

Sur les conditions du déroulement des élections, on lira avec intérêt le rapport d'observateurs néerlandais ci-dessous. Ils y affirment le caractère libre de la compétition, avec un certain nombre de remarques complémentaires. On retiendra leurs préoccupations concernant l'évolution du mouvement syndical d'obédience sandiniste.

Note DIAL

DÉCLARATION

de la délégation néerlandaise qui, à la demande d'instances des
Eglises des Pays-Bas, a assisté aux élections qui se sont tenues
au Nicaragua, le 4 novembre 1984

Membres de la délégation:

Bas de Gaay Fortman, du Parti progressiste radical, membre du Sénat
Ien van den Heuvel, du Parti socialiste, président de la sous-commission
des droits de l'homme du Parlement européen
Wim Spit, ancien président du Mouvement syndical catholique et vice-
président de la Fédération des syndicats des Pays-Bas

Secrétaire de la délégation:

Mario Coolen, du Conseil catholique néerlandais des missions

DÉCLARATION

L'essence des élections démocratiques consiste en ce que le peuple a l'occasion de substituer les personnes au pouvoir par d'autres. Dans cette perspective, le mot "libre" veut dire que le peuple peut mettre librement à profit cette occasion, c'est-à-dire sans aucune forme de pression et selon une procédure secrète. Au terme de notre tâche d'observation, nous tirons la conclusion que, le 4 novembre 1984, il y a eu au Nicaragua des élections libres.

Cela implique qu'actuellement il existe au Nicaragua un président, un vice-président et une Assemblée nationale élus par le peuple. Par conséquent il n'y a aucune justification possible pour la lutte armée en vue du pouvoir et encore moins pour l'agression terroriste contre la population. Dans les circonstances actuelles, l'intervention étrangère constitue une violation flagrante de la Charte des Nations-Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Nous rapportons ci-après les grandes lignes du travail d'observation qui est à la base de nos conclusions.

A notre arrivée, nous avons pu constater que les journaux nicaraguayens avaient été informés de la délégation qui assisterait aux élections sur la demande des Eglises des Pays-Bas. Au Nicaragua nous avons reçu tout le soutien nécessaire et, globalement, nous avons pu entrer en contact avec toutes les personnes que nous désirions pour connaître leur opinion et leur jugement. A ce propos nous faisons observer que nous avons eu l'impression, dans les différents milieux de la Coordination démocratique nicaraguayenne, laquelle n'a pas participé aux élections, qu'on n'appréciait guère la présence d'observateurs étrangers. On nous considérait comme des personnes à préjugés qui, en arrivant dans le pays et avant les élections, avaient déjà des idées toutes faites sur la question. Nous avons fait état, avec beaucoup d'insistance, du fait que notre délégation ne venait pas avec un point de vue arrêté. Il est évident que nous considérons - et considérons - la chute du dictateur Somoza comme un fait positif, mais qu'en même temps nous étions - et sommes - soucieux d'une certaine évolution qui s'est faite au Nicaragua depuis le moment de la révolution. En ce sens, nous avons le désir de procéder à un travail réel d'observation.

Nous remercions tout particulièrement, pour le mandat reçu, les instances des Eglises des Pays-Bas qui nous ont chargés de cette tâche d'observation.

Contacts avec les chrétiens et les Eglises

Au cours de notre visite nous avons pu constater à quel point, au Nicaragua, la foi et la politique sont entremêlées. Des grandes inscriptions avec le slogan: les chrétiens au pouvoir. La présence du drapeau du Vatican. Des prières pour la santé du pape dans des tracts politiques.

Dans les conversations avec des représentants de l'Eglise hiérarchique et avec des membres des communautés de base, nous avons pu noter jusqu'à quel degré la polarisation sociale et politique a pénétré dans les Eglises. Mgr Obando y Bravo considère le fait que la Coordination démocratique ne participe pas aux élections comme une chose extrêmement grave et qu'elle serait la démonstration que les conditions nécessaires à la tenue d'élections libres n'existent pas. Selon l'opinion du secrétaire de l'archevêque, les divisions au sein des partis politiques à propos de leur participation

aux élections sont provoquées par les manoeuvres machiavéliques des sandinistes, qui arrivent à semer partout la division. L'Eglise officielle a pour principe que c'est seulement avec la participation au dialogue national des éléments qui combattent actuellement la révolution sandiniste les armes à la main, qu'on parviendra à la paix et à la fraternité. C'est pourquoi elle met sérieusement en question les élections actuelles. C'est uniquement à la personne qui estime en conscience que voter est un devoir, qu'on peut demander de voter en fait.

Selon les chrétiens des communautés de base, la foi a été une force d'orientation et d'encouragement dans l'effort de conscientisation et d'organisation bien avant la victoire de la révolution. Pour de nombreux chrétiens, la victoire du 19 juillet 1979 et le programme sandiniste ont donné la possibilité de mettre en pratique l'inspiration fondamentale de la Bible. Dans la situation actuelle la foi joue un rôle irremplaçable pour la reconstruction du pays. Pour les pauvres, la vie s'est chargée de perspectives grâce à Dieu, à la révolution et à la solidarité internationale. Les élections sont considérées comme un événement important, car elles sont l'expression de la libre détermination du peuple et parce qu'elles peuvent ramener la paix. Autrefois les élections étaient placées sous le signe de l'angoisse et de la terreur. Aujourd'hui il s'agit d'un événement digne auquel la population participe activement.

A titre d'opinion sur le rôle et la position des chrétiens et des Eglises du Nicaragua, nous tenons à dire en premier lieu que nous sommes préoccupés par l'identification faite entre l'évangile et des programmes politiques. Nous notons, dans la hiérarchie catholique, un souci des intérêts de la minorité qui se voit affectée par les acquis de la révolution. Dans leurs déclarations officielles, les évêques avancent les concepts fondamentaux de paix, de dialogue et de réconciliation, mais sans définir les conditions nécessaires pour parvenir à une situation harmonieuse, c'est-à-dire à une juste distribution des ressources matérielles, de la formation intellectuelle et du pouvoir de décision.

Avec les communautés de base ou l'Eglise des pauvres également, on observe une certaine tendance à un monopole de la foi. Le danger n'est pas fictif d'une identification de la foi et de la révolution, ce qui aurait pour effet de faire disparaître le rôle critique des chrétiens et des Eglises. Il y a heureusement des chrétiens qui sont conscients du danger et il y a des cas concrets de communautés chrétiennes qui se sont opposées à des mesures du gouvernement sandiniste. Par ailleurs, il est évident que l'attitude critique n'a de crédibilité que dans la participation réelle à la production et à la défense de l'indépendance nationale.

Contacts avec les secteurs sociaux

Il y a au Nicaragua un étroit parallélisme entre les différents courants du mouvement syndical et les courants politiques. On retrouve le même parallélisme dans les rapports de force concernant les courants syndicaux et politiques. La diversité des centrales syndicales, leurs relations internationales et leurs agissements indépendants au niveau national donnent à penser qu'il s'agit d'un mouvement syndical autonome en développement, disposant de l'arme de la grève.

Le mouvement syndical sandiniste est composé de deux centrales syndicales, les deux plus grandes du pays. La Centrale sandiniste des travailleurs (CST) regroupe les ouvriers de l'industrie et l'Association des travail-

leurs agricoles (ATC) ceux du secteur rural. Il n'y a pas de lien organique formel entre le mouvement syndical et le Front sandiniste de libération nationale. On observe cependant clairement le lien intime entre eux, par l'identité des programmes et l'union des personnes (1). Tout cela pourrait mettre en danger le fonctionnement indépendant du mouvement syndical, surtout pour ce qui relève de sa tâche d'accompagnement critique de la décision politique. Sur ce point il importe de tenir compte que, jusqu'à présent, les améliorations dans la vie des ouvriers ont été obtenues par la négociation avec les instances gouvernementales. Il n'y a pratiquement pas eu de négociations avec les chefs d'entreprises ni d'action syndicale attachée à ce système.

La plupart des centrales syndicales et un certain nombre de syndicats autonomes sont membres d'une coordination nationale qui se charge des négociations avec le gouvernement. Deux petites centrales, la Centrale des travailleurs du Nicaragua (CTN) et la Confédération d'unité syndicale (CUS), ne sont pas membres de la coordination syndicale.

La CST, la CTN et la CUS sont respectivement affiliées à la Fédération syndicale mondiale (FSM), d'orientation communiste, à la Fédération mondiale du travail (FMT), d'orientation démocrate-chrétienne; et à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), d'orientation social-démocrate. L'affiliation à la FSM de la CST, la plus grande centrale syndicale, fournit l'occasion de reprocher au Nicaragua ses liens avec le bloc soviétique. Avec les intéressés, la délégation a attiré l'attention sur ce fait, lequel, conjointement avec l'imbrication déjà mentionnée du mouvement syndical et des partis politiques, ne peut qu'être porteur d'une réelle préoccupation pour l'avenir.

L'incarcération de militants syndicaux - nous avons été en contact avec les familles de certains d'entre eux - donne également prise à des observations critiques. Il y a eu des cas d'emprisonnements sans connaissance des motifs. Dans certains cas il nous a été difficile de savoir où se trouvait la personne arrêtée et la procédure normale en matière de jugement n'a pas toujours été respectée. A notre avis il ne s'agit pas, dans ces cas, de politique délibérée ou autorisée par les instances les plus hautes, mais d'abus condamnables relevant des niveaux plus bas.

La délégation en conclut qu'il est hautement souhaitable de suivre de façon critique l'évolution du mouvement syndical et le fonctionnement du système juridique, dans le cadre des droits fondamentaux reconnus au plan international.

L'état de santé et de sécurité dans les entreprises industrielles est, d'après nos propres observations, très en dessous du niveau acceptable dans tous les sens. Ce n'est pas par manque d'intérêt. Le boycottage économique, surtout de la part des Etats-Unis d'Amérique, empêche de garantir la santé et la sécurité dans les entreprises. Il en est de même pour l'instauration de relations justes, tant du fait des armes militaires que des armes économiques. La délégation considère ces deux points comme absolument condamnables.

Les élections à la lumière de la situation politique

Le Nicaragua connaît une longue histoire de dictatures, de répression et d'intervention étrangère. Il n'y avait jamais eu d'élections libres.

(1) Sur les partis politiques et les organisations syndicales correspondantes, cf. DIAL D 967 (NdT).

Après une longue lutte et avec la participation de divers secteurs politiques la chute du dictateur Somoza a été obtenue le 19 juillet 1979. Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a joué dans cette chute un rôle déterminant. Après la victoire de la révolution a été formé un nouveau gouvernement de large participation, avec une position hégémonique conservée pour le FSLN. Des organes de pouvoir d'Etat comme l'armée et la police se sont transformées en institutions sandinistes. Des tensions sont progressivement nées entre le FSLN et d'autres groupements socio-politiques. Tout cela a conduit à ce que, en certains endroits, la viabilité de la démocratie pluraliste au Nicaragua soit mise en question. C'est à la lumière de ces faits qu'il faut considérer les élections du 4 novembre.

La "sandinisation" de l'Etat à partir du 19 juillet 1979 a, sans aucun doute, donné l'avantage au FSLN. Il faut en même temps considérer que le projet sandiniste a, de fait, réussi à plonger des racines profondes dans la société nicaraguayenne. Il est sûr que tous les partis politiques n'ont pas eu les mêmes possibilités pendant la campagne électorale. Nous avons noté un malaise considérable chez les candidats des partis non sandinistes à la présidence, à la vice-présidence et à l'Assemblée nationale, ainsi que chez les représentants de la Coordination démocratique nicaraguayenne qui avait décidé de ne pas participer aux élections. Le laps de temps a été très court entre le moment où les élections ont été annoncées et la date où elles se tiendraient; la situation de guerre et l'état d'urgence ont gêné la présentation des partis non sandinistes; l'appareil de propagande des sandinistes a été déterminant; des rassemblements d'autres partis politiques ont été interrompus: telles sont les plaintes que nous avons entendues. Nous estimons que ces plaintes ne sont pas sans fondement. Mais en même temps deux observations s'imposent. En premier lieu il faut tenir compte du fait que l'état de guerre au Nicaragua est une situation imposée de l'extérieur. On peut en second lieu observer que les sandinistes ont fait de sérieux efforts pour garantir la liberté d'expression et pour donner aux autres partis des conditions de participation réelle à la campagne électorale. Dans cette tâche, les instances dirigeantes ne sont pas toujours parvenues à contrôler suffisamment la base.

Nous sommes convaincus que la grande majorité de la population nicaraguayenne a vu dans les élections actuelles une occasion d'élire un gouvernement et une assemblée nationale. Dans les six partis non sandinistes qui ont participé aux élections prévalait également la même opinion. Il faut par ailleurs tenir compte de l'existence de groupes dissidents non seulement dans le Parti libéral indépendant et dans le Parti conservateur démocrate, qui ont participé aux élections, mais aussi dans le Parti social-chrétien qui avait décidé de ne pas y participer.

Le soutien massif au FSLN ne s'explique pas seulement par la capacité d'organisation des sandinistes ou par les facilités dont ils disposaient pour la campagne électorale. Il a aussi quelque chose à voir avec l'identification du FSLN à la révolution proprement dite et à la défense de la souveraineté nationale. C'est pourquoi "le vote contre les contras"⁽²⁾ et contre l'intervention nord-américaine s'est facilement converti en vote pour le FSLN, tout en notant que sur ces points les autres six partis étaient en grande partie d'accord avec les sandinistes.

Nous répondons par l'affirmative à la question de savoir si les élections du 4 novembre sont un pas en direction de la démocratie pluraliste.

(2) "Contrarevolucionários": les contre-révolutionnaires (NdT).

Après des élections libres, avec la possibilité réelle pour le peuple d'exprimer son choix politique, le FSLN ne peut plus revenir à des mécanismes superficiels de légitimation du pouvoir. La population s'est prononcée en premier lieu pour des élections libres reçues comme telles et, en second lieu, majoritairement pour le FSLN. Le processus électoral a constitué une forme d'éducation parlementaire et politique. A l'heure actuelle, le processus de démocratisation de la société nicaraguayenne entre dans une nouvelle phase dans laquelle les sociétés démocratiques d'Europe peuvent jouer un rôle. Partout on nous a demandé de faire tout ce que nous pouvions pour mettre un terme à la terrible agression terroriste. Le jour des élections, nous nous trouvons dans le Nord du Nicaragua, où les contras lancent leurs attaques. Nous y avons vu personnellement les effets des assassinats dans la population civile.

Nous devons profiter de nos relations avec les Etats-Unis d'Amérique pour renforcer notre pression en vue de la cessation du soutien au boycottage économique du Nicaragua et à la répugnante violence terroriste.

Nous sommes extrêmement préoccupés de la réduction imminente du montant de l'aide au développement apportée par l'Europe au Nicaragua. Le peuple nicaraguayen se voit ainsi privé du soutien nécessaire à sa lutte contre la pauvreté. S'ils le faisaient, l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique perdraient tout droit à critiquer le Nicaragua pour sa recherche d'alignement sur d'autres forces.

La collaboration avec le gouvernement nicaraguayen récemment élu, ainsi qu'avec les organisations politiques sociales et ecclésiastiques du pays, pourrait constituer un apport supplémentaire à la marche vers une démocratie pluraliste.

(En annexe, liste des instances d'Eglise des Pays-Bas qui ont pris l'initiative d'envoyer une délégation d'observateurs aux élections nicaraguayennes, et liste des organisations, institutions et personnes avec lesquelles la délégation d'observateurs a pu parler au Nicaragua.) (NdT)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 275 F - Etranger 330 F - Avion 400 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441